
Diversification des sources – la meilleure stratégie pour les relations énergétiques UE-Russie



Michael Thumann

Mai 2006

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Programme de recherche Russie/NEI
©Ifri, 2006 - www.ifri.org
Institut français des relations internationales
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : 33 (0)1 40 61 60 60

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection électronique consacrée à la Russie et aux nouveaux Etats indépendants (Belarus, Ukraine, Moldova, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés dans un format court par des experts reconnus, ces papiers *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques, politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (suivi éditorial et relectures anonymes).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Michael Thumann est rédacteur des pages internationales du quotidien *Die Zeit* depuis décembre 2001. En 2000, il a mené des recherches sur les politiques publiques au Centre d'études internationales Woodrow Wilson à Washington. Entre 1992 et 1996, il a travaillé comme correspondant de *Die Zeit* pour l'Europe du Sud-Est avant d'être chef de bureau à Moscou (1996-2001). Il a étudié l'histoire et les langues slaves à l'Université Libre de Berlin, l'Université Columbia à New-York et l'Université d'Etat à Saint-Pétersbourg.

En liaison avec ses partenaires, l'Ifri soutient une *task force* sur l'avenir des relations UE/Russie. Le 2 décembre 2005, un premier *workshop* s'est tenu à Paris. Quatre contributions originales ont été présentées par Andrew Monaghan (sécurité), Thomas Gomart (voisinage), Timofei Bordatchev (*lobbying*) et Michael Thumann (énergie). Elles ont été discutées par Xavier de Villepin, Louis Gautier, Dov Lynch et Dominique David sous la présidence de Thierry de Montbrial.

Ce numéro spécial de *Russie.Nei.Visions* reprend ces contributions, qui doivent se lire, à ce stade, comme des documents de travail destinés à être critiqués et à alimenter le débat UE/Russie. Elles seront enrichies par d'autres travaux lors d'un deuxième *workshop*, courant 2006, et devraient aboutir à des recommandations précises.

Les quatre contributeurs expriment leur remerciements et leur reconnaissance aux discutants pour leur participation active à ce projet.

Sommaire

<i>Sommaire</i>	3
<i>Résumé</i>	4
<i>Introduction</i>	5
<i>Intérêts russes</i>	7
<i>Coopération entre la Russie et l'Europe : le cas allemand</i>	10
<i>Intérêts européens</i>	12
<i>Probables tensions</i>	13
<i>Recommandations pour une stratégie énergétique européenne</i>	15

Résumé

Le déclin de la production de la mer du Nord place la sécurité énergétique et l'approvisionnement en gaz au centre des préoccupations de l'UE. La Russie essaye de se positionner comme le principal fournisseur de l'UE. Or, l'UE devrait prendre conscience de l'incapacité de la Russie à garantir les volumes d'approvisionnement nécessaires. Certes, la Russie restera un fournisseur important, mais cela ne doit nullement empêcher l'UE de rechercher d'autres sources d'approvisionnement, notamment, en Afrique du Nord, autour de la Caspienne, en mer de Barents ou dans le Golfe persique. Une stratégie durable visant à assurer la sécurité énergétique européenne passe par une diversification des sources d'approvisionnement.

Introduction

À la veille des élections fédérales allemandes, en septembre 2005, le président russe, Vladimir Poutine a fait une visite surprise à Berlin, non dénuée de visées stratégiques. Il était évident que le chancelier Gerhard Schröder, son ami et proche allié, était sur le point de perdre les élections. Cependant, les deux hommes politiques étaient décidés à concrétiser un projet bilatéral avant le départ de Schröder, qui leur tenait particulièrement à cœur. Dans ces conditions, ils ont signé, le 8 septembre 2005 à Berlin, le mémorandum d'entente entre *Gazprom* et deux compagnies énergétiques allemandes, *Wintershell* et *E.ON/Ruhrgas*, sur la construction du gazoduc nord-européen qui a déclenché une vague de protestations dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale, notamment, en Pologne, en Lituanie et en Lettonie. Pour ces trois pays la décision de construire ce gazoduc sous la mer Baltique les lésait dans la mesure où leurs territoires allaient être contournés. Les présidents polonais et lituanien ont ouvertement critiqué le projet en estimant qu'il était dirigé contre leurs pays. Lech Kaczynski a gagné les élections présidentielles polonaises en octobre 2005 menant campagne sur un programme anti-russe et anti-allemand. Selon lui, le projet du gazoduc nord-européen était comparable aux vieilles ententes entre Moscou et Berlin visant à se partager l'Europe centrale et orientale.

Début janvier 2006, le géant énergétique *Gazprom* réduisait ses livraisons de gaz naturel à l'Ukraine, tout en augmentant considérablement son prix. Cette démarche a suscité des débats à travers l'Europe sur la fiabilité des livraisons de gaz russe. La crise s'est soldée par un compromis ambigu entre la Russie et l'Ukraine, qui ne pourra pas tenir longtemps. Les débats houleux autour du gazoduc ou du prix du gaz ont ouvert le dossier énergétique en Europe : il n'est plus seulement traité à huis clos entre hommes politiques et experts, mais fait désormais l'objet de débats publics. La montée des tarifs énergétiques faisant partie des principales préoccupations des électeurs européens, les responsables politiques doivent désormais élaborer des stratégies judicieuses d'importations pour les années à venir.

Cet article traite des importations de gaz naturel en Europe, qui sont actuellement au cœur du partenariat énergétique avec la Russie. A la différence du pétrole, transportable par voie maritime, le gaz naturel peut rapprocher, mais aussi diviser les deux parties. Comment l'Europe doit-elle concevoir ses relations énergétiques avec la Russie et éviter les écueils récents ? Même si la Commission européenne mène un dialogue énergétique avec Moscou et a mis en œuvre une stratégie commune à l'égard de la Russie, l'influence de l'UE en tant qu'acteur à part entière reste limitée. Lors de la récente crise (automne 2005) provoquée par le

Traduit de l'anglais par Adrian Dellecker et Tatiana Kastouéva-Jean.

projet de gazoduc sous la mer Baltique, la Commission européenne n'a pas été en mesure de proposer une médiation habile et discrète entre la Russie et l'Allemagne, d'une part, et les pays d'Europe centrale et orientale, d'autre part. Même si la Commission a adopté une série de textes, la politique énergétique commune de l'UE, qui pourrait exercer une influence réelle sur ses relations énergétiques avec la Russie, reste encore un vœu pieux. Cet article se concentrera par conséquent sur les acteurs les plus puissants du moment, c'est-à-dire, les gouvernements nationaux et quelques grandes compagnies énergétiques européennes.

Intérêts russes

Le cas des deux oligarques les plus puissants par le passé Mikhaïl Khodorkovski et Roman Abramovitch illustre parfaitement l'évolution de l'industrie énergétique russe. Il y a trois ans, ces deux jeunes hommes d'affaires préparaient une fusion de leurs sociétés, *Yukos* et *Sibneft*, qui devait aboutir à la création d'une compagnie, avec une participation minoritaire d'actionnaires occidentaux. Elle aurait contrôlé un tiers de la production de pétrole en Russie tout en cherchant à être compétitive sur les marchés mondiaux. Aujourd'hui, M. Khodorkovski, dépouillé de ses biens et de ses droits, se trouve dans une prison de la région de Tchita, en Sibérie. Son entreprise *Yukos* a été nationalisée à l'issue d'un procès douteux. Quant à Roman Abramovitch, il a touché 13 milliards de dollars en vendant ses actions de *Sibneft* à *Gazprom* et se consacre désormais à des activités off-shore, et à son club de Chelsea.

A la suite de la politique de V. Poutine visant à revenir sur les programmes de privatisations des années 1990, le Kremlin a repris le contrôle d'une grande partie de l'industrie énergétique russe. Le champion national *Gazprom* produit environ un cinquième de la consommation mondiale de gaz et contrôle 30 % de la production russe du pétrole. La part de l'Etat russe dans *Gazprom* a récemment atteint 51 %. Cela étant, les présidents russes ont toujours joué un rôle majeur dans la prise de décision de cette compagnie. A bien des égards *Gazprom* exerce un monopole dans la mesure où cette compagnie dispose de la plupart des gisements de gaz naturel, mais aussi d'un droit de regard en matière de transport : en effet, *Gazprom* est l'unique arbitre du réseau de pipelines, hérité de l'époque soviétique. Tous les producteurs de gaz sur le territoire de la Fédération de Russie sont, par conséquent, dans l'obligation de lui demander des autorisations de transit. Depuis la mise en vigueur d'un décret présidentiel de 1992, *Gazprom* est chargé de toutes les livraisons de gaz aux consommateurs russes et aux pays étrangers. Il n'est donc guère surprenant que le PDG de *Gazprom* soit nommé par le Kremlin et que les intérêts de l'Etat russe coïncident souvent – pour ne pas dire toujours – avec ceux de *Gazprom*. Comme instrument de pouvoir national et international, cette entreprise importe sans doute plus pour l'Etat russe que son armée défailante.

Cependant, *Gazprom* se heurte de plus en plus au lent déclin de la production gazière et à l'épuisement progressif des gisements exploités. Les réserves des trois plus grands gisements de gaz en Sibérie occidentale – Ourengoï, Yambourg et Medvezhyé – qui assuraient ensemble 85 % de la production en 2000, diminuent rapidement. Par ailleurs, la Russie a un système de livraison du gaz inefficace et dispendieux. Le prix du gaz sur le marché intérieur est, en outre, trop bas et n'encourage pas les consommateurs aux économies d'énergie. Pour des raisons de stabilité

politique et économique, le gouvernement russe ne cherche ni à aligner ses prix sur ceux du marché, ni à encourager les entreprises à adopter des comportements raisonnables et des technologies adaptées. *Gazprom* est, par conséquent, à la recherche de nouveaux gisements, notamment, sur la péninsule du Yamal en Sibérie occidentale et en mer de Barents, dont l'exploitation demandera des solutions techniques audacieuses et des investissements étrangers massifs.

Une autre solution pour gérer le problème est la tentative d'additionner les réserves de gaz naturel des pays de la CEI à ceux de *Gazprom*. En 2003, la Russie et le Turkménistan, grand producteur de gaz, ont conclu un accord sur les livraisons turkmènes à la Russie pour une période de 25 ans¹. Les tarifs fixés par cet accord – 44 dollars pour 1 000 m³ jusqu'en 2006 – sont inférieurs au prix du marché mondial. L'objectif premier de Moscou est de compléter les réserves de *Gazprom*, tout en empêchant le Turkménistan de devenir un fournisseur indépendant, non seulement au sein de la CEI, mais aussi en Europe. Moins il y aura de fournisseurs en Europe et dans la CEI, plus large sera la marge de manœuvre de *Gazprom* pour vendre le gaz naturel à sa guise. En tant que monopole d'état, *Gazprom* n'est pas dans une logique de concurrence.

Cette situation est devenue un sujet de préoccupation majeure pour plusieurs pays d'Europe centrale et orientale. Pendant la guerre froide, la division concernait aussi les réseaux énergétiques : par conséquent, aujourd'hui encore, ces pays n'importent quasiment pas de gaz de mer du Nord ou d'Afrique du Nord. Leur vulnérabilité particulière à l'égard de *Gazprom* a été illustrée à l'automne dernier, lorsque la Russie a quintuplé les prix du gaz naturel pour l'Ukraine. Kyiv n'acceptant pas cette augmentation, la compagnie russe a réduit les livraisons à l'Ukraine le 1^{er} janvier 2006. Plusieurs autres pays de l'UE sont dans une situation de dépendance comparable à celle de l'Ukraine : ainsi, *Gazprom* demeure l'unique fournisseur de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Slovaquie et fournit 89 % du marché hongrois, 86 % du marché polonais et presque les trois quarts du marché tchèque. A titre de comparaison, *Gazprom* ne fournit que 27 % du gaz italien, 25 % du français, 67 et 65 % du gaz turc et autrichien respectivement². Au total, plus de la moitié des importations de gaz de l'Union européenne provient de Russie.

Certains dirigeants d'Europe centrale et orientale s'inquiètent particulièrement des prises de participation de *Gazprom* dans des sociétés implantées dans leurs pays. Le géant énergétique russe a déjà acheté des actions dans plusieurs entreprises en Pologne et en Hongrie, ce qui a provoqué des réactions virulentes des milieux politiques nationalistes. *Gazprom* a d'autres projets d'acquisitions, notamment, dans deux compagnies de distribution du gaz en Roumanie et en Bulgarie. En 1998, elle avait déjà acquis des actions de l'entreprise bulgare *Topenergy*. Son objectif n'est pas une simple prise de participation dans des compagnies européennes, mais l'accès et le contrôle des routes de transit. Récemment, *Gazprom* a obtenu le contrôle du gazoduc qui traverse le territoire biélorusse, en échange de tarifs préférentiels pour ce pays à l'économie

¹ R. Götz, *Russlands Energiestrategie und die Energieversorgung Europas* [La stratégie énergétique russe et l'approvisionnement énergétique de l'Europe], Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, mars 2004, p. 13.

² Chiffres de l'Agence internationale de l'Energie.

fragile sous le régime autoritaire du président Alexandre Loukachenko. *Gazprom* cherche la signature d'accords similaires avec l'Ukraine et d'autres pays de l'Europe du Sud-est pour avoir un instrument de pression sur les producteurs de gaz et de pétrole de la mer Caspienne, notamment l'Azerbaïdjan, qui cherchent à pénétrer sur le marché européen via les réseaux de la Turquie et de l'Europe du Sud-est³. En Europe de l'Est et dans la région de la mer Baltique, *Gazprom* compte aujourd'hui pas moins de 23 grandes *joint-ventures* spécialisées dans le transport de gaz⁴.

³ C. Locatelli, "Changes in Russia's gas exportation strategy: Europe versus Asia", *East-West Journal of Economics and Business*, septembre 2004. La question du transport du gaz de la mer Caspienne vers l'Europe sera traitée dans la dernière section de cet article.

⁴ J. Dempsey, "Europe worries over Russian Gas Giant's Influence", *Energy bulletin*, 4 octobre 2004, repris dans *New York Times*.

Coopération entre la Russie et l'Europe : le cas allemand

Les intérêts de la Russie et de l'UE ne sont pas forcément contradictoires. Le dialogue énergétique privilégié entre l'Allemagne et la Russie prouve qu'une coopération basée sur la confiance est possible, même s'il n'est pas sûr qu'elle réponde aux intérêts des deux pays à long terme. Le dossier énergétique est au cœur des relations russo-allemandes. En effet, la Russie possède les plus grandes réserves de gaz au monde, tandis que l'Allemagne est le principal consommateur de gaz en Europe. La compagnie énergétique allemande *E.ON* contrôle entre 6 et 7 % des actions de *Gazprom*. En 2003, 38 % des importations du gaz en Allemagne venaient de Russie, et ces livraisons sont en hausse constante⁵. Les réserves de gaz de la mer du Nord seront quasiment épuisées dans la décennie à venir, mais l'Allemagne et l'UE jouissent d'une position géographique privilégiée avec, à leur portée, les plus grandes réserves du monde : mer Caspienne, Iran, Golfe persique, Afrique du Nord et Russie.

L'ancien chancelier Schröder a fait le choix pour son pays de miser exclusivement sur la Russie comme source d'approvisionnement. Ce pays a un système politique stable, – répondait Schröder aux détracteurs de sa relation étroite avec Poutine. – Il possède les plus grandes réserves du monde et se montre prêt à s'engager dans un partenariat énergétique sérieux et de longue durée. Pendant que l'UE et la Russie signaient des déclarations énergétiques communes, Schröder et Poutine se sont entendus sur des projets plus concrets. Ainsi, en avril 2005, la compagnie *Wintershall* du groupe *BASF* signait un mémorandum d'entente avec *Gazprom* sur l'exploration commune du gisement de gaz à Yuzhno Russkoye au Nord de la Sibérie. Selon les termes de cet accord, *Wintershall* détient 50 % des actions du gisement. En échange, *Gazprom* obtient un accès direct au marché du gaz en Allemagne. A la foire industrielle de Hanovre en avril 2005, V. Poutine et G. Schröder ont présenté cet accord comme un modèle de coopération bénéfique pour les deux pays. Pourtant, certains analystes n'en sont pas forcément convaincus : selon eux, le premier bénéficiaire en serait *Gazprom*, qui a réussi à pénétrer un important marché occidental à un prix relativement bas.

Pour V. Poutine et G. Schröder les dossiers énergétiques dépassent le cadre des échanges commerciaux : ils permettent de rester au pouvoir en influençant simultanément grandes entreprises et milieux politiques. Social-démocrate, G. Schröder a toujours entretenu des relations plus étroites avec les grandes entreprises qu'avec les PME.

⁵ BP, *Statistical Review of World Energy*, 2004.

L'organisation et la structure d'entreprises comme *E.ON* ressemblent fort à celles de l'administration publique – beaucoup de sociaux-démocrates allemands s'y sentent à l'aise. Pour sa part, V. Poutine n'a pas d'autre choix que de négocier avec les géants de l'économie russe comme *Gazprom* dans un pays où il n'y a que peu de PME performantes. La récente prise de majorité par l'Etat de *Gazprom* montre que l'économie russe continuera à dépendre du Kremlin.

Les conseillers les plus proches de Poutine et Schröder ont travaillé, ou travaillent toujours, dans des compagnies énergétiques. En Russie, l'influent Vice-Premier ministre Dmitri Medvedev préside le Conseil d'administration de *Gazprom*. Alexeï Miller, allié proche de Poutine, a travaillé au Kremlin avant d'être nommé à la tête de *Gazprom*. Nommé par Schröder ministre de l'Economie allemande en 1998, Werner Müller devient ensuite PDG de *Ruhrkohle AG*, puissante compagnie énergétique. Quant à Alfred Tacke, un économiste étroitement lié aux syndicats, il a accompagné Schröder pendant sa carrière politique en Basse-Saxonie, puis à Berlin, avant de prendre la direction de la compagnie énergétique *Steag* en 2005. Le secteur énergétique a aussi offert un débouché professionnel à G. Schröder après son départ de la chancellerie fin 2005 : V. Poutine lui a proposé de présider le conseil administratif de la compagnie opératrice du gazoduc nord-européen, appartenant à *Gazprom*, dont le siège est en Suisse (où le taux d'imposition est faible). La construction du gazoduc sous la mer Baltique a débuté fin novembre 2005.

Par sa taille, son coût et les défis techniques à relever, ce projet est comparable à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), qui relie la mer Caspienne à la mer Méditerranée. Cet oléoduc récemment construit, financé par les Etats-Unis et géré par *BP*, contourne délibérément le territoire de la Russie, ce qui permet au Kazakhstan et à l'Azerbaïdjan d'exporter le pétrole brut sans utiliser les réseaux de transport russes. De la même manière, le gazoduc russo-allemand réduirait l'importance des pays baltes et de la Pologne comme territoires de transit vers l'Europe et, notamment, vers l'Allemagne. Echaudés par la crise du gaz entre la Russie et l'Ukraine début 2006, ces pays craignent, que dans un avenir proche la Russie n'utilise les exportations de gaz vers la Pologne et les pays Baltes comme moyen de pression politique. Grâce au gazoduc qui contourne leur territoire, la Russie serait, selon eux, en mesure d'interrompre les livraisons de gaz à Varsovie sans mettre en danger les exportations lucratives vers l'Allemagne. Moscou a beau dire qu'elle n'a jamais utilisé ses exportations de gaz vers l'Occident comme instrument de chantage politique, Varsovie réplique en soulignant la différence de traitement entre les pays de l'Europe de l'Ouest et la Géorgie, le Belarus ou l'Ukraine.

Intérêts européens

L'exemple des relations énergétiques étroites entre l'Allemagne et la Russie, d'une part, et les inquiétudes des pays d'Europe centrale et orientale, d'autre part, montrent que les intérêts énergétiques européens peuvent diverger profondément. Des clivages existent non seulement entre Etats-membres de l'UE, mais aussi à l'intérieur de chacun, entre grandes compagnies énergétiques et consommateurs. Les compagnies partagent largement l'intérêt de *Gazprom* pour les contrats de livraison à long terme qui permettent de garantir les livraisons pendant plusieurs années, voire des décennies, et laissent la possibilité de fixer les prix ultérieurement, en fonction des fluctuations du marché. Ces contrats sont donc avantageux pour les fournisseurs, tandis qu'ils mettent le consommateur dans une position de faiblesse. Actuellement, *E.ON* est engagée dans une bataille judiciaire contre les autorités anti-monopoles allemandes (*Kartellbehörde*), qui contestent son droit à signer des contrats à long terme avec des distributeurs de gaz locaux et municipaux. *E.ON* peut s'appuyer sur le sixième Rapport (*Progress Report*) du dialogue énergétique Russie-UE, qui souligne l'importance des contrats de long terme et appelle à l'abolition de toutes clauses indiquant la destination de l'achat du gaz, car celles-ci pourraient porter préjudice à la Russie, en tant que principal fournisseur de l'UE⁶.

Ce serait une mauvaise nouvelle pour les consommateurs européens. Leurs intérêts sont défendus par la Commission européenne, qui essaie de promouvoir une libéralisation progressive du marché européen du gaz. Cette libéralisation permettrait de protéger les consommateurs contre des prix arbitraires, fixés par quelques grandes compagnies. Il est important de noter qu'au sein de l'UE, contrairement à la Russie, ces compagnies ne représentent pas les intérêts de l'Etat, mais ceux des investisseurs internationaux. La libéralisation du marché européen du gaz correspond à une logique de concurrence entre différents fournisseurs, à la différence de la situation de contrôle par des « entreprises privées institutionnalisées ». L'Europe est la seule région au monde qui possède la possibilité d'accéder à plusieurs réserves importantes de gaz naturel : Sibérie, Afrique du Nord, mer Caspienne et région du Golfe. C'est pourquoi la logique de concurrence entre plusieurs fournisseurs est parfaitement naturelle pour les Etats européens et leurs consommateurs.

⁶ Sixième *Progress Report* sur le dialogue énergétique UE-Russie, Moscou/Bruxelles, octobre 2005.

Probables tensions

La Russie éprouve actuellement des difficultés à maintenir des relations de bon voisinage avec certains pays d'Europe centrale et orientale ayant récemment rejoint l'UE. Ainsi, le projet du gazoduc nord-européen a exacerbé l'indignation en Pologne et dans les pays baltes en s'ajoutant à un large éventail d'autres litiges allant des traités de délimitation des frontières jusqu'à l'introduction par la Russie d'une nouvelle fête nationale, célébrant la victoire militaire sur la Pologne au XVII^{ème} siècle. En revanche, le développement des relations entre la Russie et les pays de l'Europe de l'Ouest comme la France, l'Allemagne ou le Royaume Uni a suivi un cours moins tumultueux durant les années 1990. Des contrats énergétiques peuvent contribuer à donner plus de substance à ces relations. Ce n'est pas seulement le pays importateur qui dépend d'un fournisseur fiable, mais aussi le pays exportateur qui dépend de la fidélité de ses clients. L'histoire des livraisons du gaz soviétique à l'Europe de l'Ouest durant les années 1970 et 1980 prouve que même durant les périodes de tensions politiques fortes, les contrats énergétiques ont été respectés.

Cependant, des tensions entre la Russie et les pays de l'UE restent probables dans l'avenir. Tout d'abord, le désir de *Gazprom* de conclure des contrats et de préserver les investissements à long terme en Sibérie peut facilement se heurter à l'évolution de l'UE vers la libéralisation du marché, qui reste incompatible avec les contrats de 15-20 ans et demande beaucoup plus de souplesse aux consommateurs comme aux fournisseurs. Compte tenu de la construction de nouveaux gazoducs vers l'UE et de terminaux pour le gaz naturel liquéfié (GNL) dans les ports européens, de nouveaux règlements tarifaires pourraient apparaître favorisant ainsi un marché du gaz en Europe.

Un marché du gaz européen plus flexible ne serait pas forcément source de contentieux dans les relations UE-Russie. Au contraire, il pourrait compenser d'éventuelles défaillances d'une Russie qui ne parviendrait pas forcément à maintenir ses volumes d'exportation. Certes, la Russie et l'Europe dépendent l'une de l'autre, comme le fournisseur dépend de l'acheteur et vice-versa, mais la situation actuelle ne doit pas compromettre l'avenir. Les hommes politiques qui perçoivent la Russie comme la « solution aux problèmes énergétiques de l'Europe au XXI^{ème} siècle » se trompent sur les capacités de *Gazprom*. Avant 2020, les importations de gaz dans l'UE augmenteront de 50 à 75 %. Aujourd'hui, la Russie en fournit la moitié, mais en 2020, elle ne pourrait en fournir qu'un tiers⁷. D'après l'Agence fédérale russe de l'Energie, les exportations de gaz

⁷ *International Energy Outlook 2003*, Agence Internationale pour l'Energie, mai 2003.

vers la Chine et les Etats-Unis devraient augmenter dans les vingt prochaines années plus rapidement que celles destinées à l'UE. Les gisements de gaz récemment découverts sur l'île de Sakhaline et près du lac Baïkal (Kovykta) sont trop éloignés de l'Europe pour alimenter ses besoins en gaz. Ces ressources naturelles sont donc plutôt destinées à l'exportation vers la Chine, la Corée et le Japon. Pour les mêmes raisons, le grand gisement de Chtokman dans le nord-ouest de la Russie ne contribuera peut-être pas à l'exportation vers l'Europe. Les États-Unis ayant exprimé un vif intérêt pour l'importation de GNL depuis la Russie, les réserves de Chtokman pourraient parfaitement servir ces projets. Il est compréhensible que la Russie ne souhaite pas dépendre du seul marché européen. L'inverse est vrai pour l'UE.

Dans la mesure où la Russie essaie de devenir le principal fournisseur des grandes économies mondiales, les pays européens doivent simultanément chercher d'autres sources d'approvisionnement dans leur voisinage. Les gazoducs sont économiquement rentables sur des distances allant jusqu'à 5 000 km. Des pays comme l'Algérie, la Libye, l'Iran, le Qatar et les pays riverains de la mer Caspienne représentent des partenaires potentiels pour les compagnies européennes. L'Iran détient la deuxième réserve de gaz au monde, le Qatar – la troisième. Il ne fait guère de doute qu'importer d'Iran demande une mutation profonde de la politique étrangère de Téhéran, en ce qui concerne notamment sa relation aux Etats-Unis. Mais la construction de gazoducs demande une planification à long terme se comptant en décennies. Par conséquent, un consortium de compagnies énergétiques autrichienne, bulgare et turque – dirigée par la compagnie autrichienne *OMV* – a mené une étude de faisabilité pour le projet *Nabucco*, un gazoduc reliant la Turquie à l'Europe Centrale *via* la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et l'Autriche. Avant la fin 2006, la Turquie et la Grèce entendent intégrer leurs réseaux de transit de gaz naturel, ce qui élargirait les possibilités de transport dans la région. Si ces projets aboutissent, ce réseau de transit permettrait à l'Iran et aux pays de la Caspienne, notamment, l'Azerbaïdjan, mais aussi, peut-être, le Kazakhstan et le Turkménistan, d'exporter du gaz en Europe.

Les dirigeants russes ont très tôt compris qu'un gazoduc direct reliant la Caspienne à l'Europe permettrait à ses concurrents de la CEI d'accéder au marché européen et priverait ainsi *Gazprom* de leurs productions. C'est pourquoi Moscou s'applique à empêcher ces projets, notamment, en soignant ses relations bilatérales avec la Turquie, acteur clé dans le projet *Nabucco*. Grâce au nouveau gazoduc « Blue Stream » qui passe par la mer Noire, les livraisons de *Gazprom* à la Turquie dépassent largement les besoins de ce pays pour les années à venir. Il est donc difficile pour la Turquie de renégocier ses contrats de gaz avec la Russie au profit de plus d'importations en provenance des pays de la mer Caspienne, notamment, d'Azerbaïdjan.

Recommandations pour une stratégie énergétique européenne

L'Union européenne doit développer des relations énergétiques étroites avec la Russie, qui restera son principal fournisseur de gaz pendant encore des décennies. Des projets communs d'exploitation en Sibérie occidentale méritent d'être menés tant qu'ils sont économiquement rentables et ne détournent pas complètement l'Europe de la recherche d'autres sources d'approvisionnement dans son voisinage. Le transit du gaz entre la Russie et l'Europe nécessite à l'avenir plus que les deux chemins de transit existants. C'est pourquoi le projet de gazoduc nord-européen est un complément judicieux au réseau existant. Il faut pourtant reconnaître que ce projet sous-marin est deux fois plus coûteux qu'un gazoduc passant par les territoires des pays Baltes et la Pologne. Pour réduire les coûts, le consortium russo-allemand devrait inviter des entreprises britanniques et hollandaises à participer à sa construction et à sa gestion. Les autorités énergétiques des deux pays ont déjà manifesté leur intérêt pour ce projet.

L'Union européenne ne doit pas dépendre de la Russie en faisant de cette dernière son unique fournisseur de gaz naturel. Une analyse plus attentive des ressources de la Russie et de sa stratégie d'exportation montre que l'Europe n'est pas le seul débouché pour le gaz russe. Les stratégies de l'UE en matière d'énergie doivent en tenir compte et encourager les compagnies énergétiques européennes à intensifier leurs recherches pour trouver d'autres sources. Algérie, Libye, pays de la mer Caspienne, Qatar, Iran et Egypte devraient être étudiés comme sources potentielles pour élargir le réseau et donner plus de choix à l'Europe dans l'avenir. Les terminaux de GNL sont des options supplémentaires.

La libéralisation du marché énergétique européen et la concurrence entre plusieurs fournisseurs ne peuvent être mises en œuvre que si l'UE et les pays membres développent une coopération énergétique avec leurs voisins du Sud et du Sud-est, en même temps qu'avec la Russie. En bref, la diversification des sources est la meilleure stratégie en matière d'énergie.